

Brochure n° 3344

Convention collective

IDCC : 2630. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES**
(BOUCHES-DU-RHÔNE ET ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)

AVENANT « SALAIRES » DU 12 DÉCEMBRE 2008

NOR : *ASET0950099M*

IDCC : *2630*

Entre :

L'UIMM Provence-Alpes,

D'une part, et

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La loi du 23 mars 2006 sur l'égalité salariale a fixé comme objectif aux partenaires sociaux la suppression des différences de rémunération entre les deux sexes d'ici au 31 décembre 2010.

Au-delà de la fixation des minima conventionnels et primes d'ancienneté, objet du présent accord, les parties signataires tiennent à affirmer leur attachement au principe d'égalité entre les hommes et les femmes qu'elles souhaitent promouvoir.

Dans ce cadre, les entreprises de la métallurgie des Bouches-du-Rhône et Alpes-de-Haute-Provence sont encouragées à prendre dès que possible toute mesure visant à supprimer les écarts de rémunération qui pourraient être constatés.

Article 1^{er}

Taux garantis annuels à compter de l'année 2008

Les signataires décident d'instaurer, à compter de l'année 2008, des taux garantis annuels (TGA), applicables à l'ensemble des catégories de personnel fixées dans l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement, et ayant atteint 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre.

Les valeurs du taux garanti annuel seront calculées *pro rata temporis* en cas d'embauchage, de changement de classement, de remplacement temporaire ouvrant droit à une indemnité mensuelle en application de l'article 13.1 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective, ou en cas de rupture, intervenus en cours d'année.

1. Barème applicable

Le présent barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

Les entreprises devront adapter ce barème proportionnellement à l'horaire effectif collectif en vigueur, ou à l'horaire contractuel du salarié concerné.

2. Assiette de comparaison des taux garantis annuels

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de tous les éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- la prime d'ancienneté prévue par l'article 9 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective ;
- les primes d'incommodité prévues à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective ;
- les primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;

ainsi que :

- les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation des salariés aux résultats des entreprises ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

3. Règles de vérification

Les employeurs devront vérifier que le montant total des salaires bruts définis ci-dessus aura bien été au moins égal au montant du taux garanti annuel applicable.

Si cette vérification faisait apparaître qu'un salarié n'a pas entièrement bénéficié du taux garanti annuel auquel il a droit au titre de l'année, l'employeur lui en versera le complément en vue d'apurer son compte.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} janvier 2009

Les rémunérations minimales hiérarchiques serviront de base au calcul de la prime d'ancienneté tel que prévu par l'article 9 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence.

1. Valeur du point au 1^{er} janvier 2009

A compter du 1^{er} janvier 2009, la valeur du point servant à déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH), base de calcul de la prime d'ancienneté, et les accessoires s'y rapportant, telles que définies par l'accord national du 21 juillet 1975 et l'article 7 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence, est fixée à 4,50 € pour un horaire hebdomadaire de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

2. Dérogation

Par dérogation au précédent alinéa, les rémunérations minimales hiérarchiques des salariés classés aux positions suivantes sont calculées indépendamment de la valeur du point et sont fixées comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RMH
I	1	140	824,15
	2	145	828,63
	3	155	833,10
II	1	170	837,57
	2*	180	842,04
	3*	190	897,75
* Administratifs et techniques.			

Ces montants forfaitaires incluent expressément la majoration de 5 % prévue dans la convention collective pour les ouvriers.

3. Barème applicable

Les rémunérations minimales hiérarchiques découlant des points 1 et 2 correspondant à la durée légale de travail doivent être adaptées à l'horaire réellement effectué et supporter éventuellement les majorations pour heures supplémentaires.

Le barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2009, fixé en fonction de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaires soit 151,67 heures par mois, est annexé au présent avenant.

Il tient compte des majorations de 5 % pour les ouvriers et de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier prévues par l'article 7 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective. Les rémunérations minimales hiérarchiques incluent expressément toutes les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 3

Le présent accord a été fait en nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Marseille, le 12 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des taux garantis (TGA) annuels à compter de l'année 2008

(Base durée légale 35 heures)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise
I	1	140	15 780	15 780	
	2	145	15 793	15 793	
	3	155	15 804	15 804	
II	1	170	15 829	15 829	
	2	180		15 840	
	3	190	15 927	15 853	
III	1	215	16 475	16 019	16 771
	2	225		16 405	
	3	240	18 354	17 545	18 717
IV	1	255	18 745	17 876	19 143
	2	270	19 861	18 921	
	3	285	20 975	19 988	21 361
V	1	305		20 806	22 251
	2	335		22 845	24 455
		365		24 897	26 659
	3	395		28 849	

Rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} janvier 2009
Barème des primes d'ancienneté

Base 35 heures.

Valeur du point : 4,50 €.

Ce barème tient compte des majorations de 5 % pour les ouvriers et 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier prévues par l'article 28 de la convention collective de la métallurgie des Bouches-du-Rhône.

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RMH	5 % APRÈS 3 ANS	10 % APRÈS 6 ANS	12 % APRÈS 12 ANS	15 % APRÈS 15 ANS
I	1	140	824,15	41,21	82,41	98,90	123,62
	2	145	828,63	41,43	82,86	99,44	124,29
II	3	155	833,10	41,66	83,31	99,97	124,97
	1	170	837,57	41,88	83,76	100,51	125,64
	3	190	897,75	44,89	89,78	107,73	134,66
III	1	215	1 015,88	50,79	101,59	121,91	152,38
	3	240	1 134,00	56,70	113,40	136,08	170,10
IV	1	255	1 204,88	60,24	120,49	144,59	180,73
	2	270	1 275,75	63,79	127,58	153,09	191,36
	3	285	1 346,63	67,33	134,66	161,60	201,99

Administratifs et techniciens

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RMH	5 % APRÈS 3 ANS	10 % APRÈS 6 ANS	12 % APRÈS 12 ANS	15 % APRÈS 15 ANS
I	1	140	824,15	41,21	82,41	98,90	123,62
	2	145	828,63	41,43	82,86	99,44	124,29
	3	155	833,10	41,66	83,31	99,97	124,97
II	1	170	837,57	41,88	83,76	100,51	125,64
	2	180	842,04	42,10	84,20	101,05	126,31
	3	190	855,00	42,75	85,50	102,60	128,25
III	1	215	967,50	48,38	96,75	116,10	145,13
	2	225	1 012,50	50,63	101,25	121,50	151,88
	3	240	1 080,00	54,00	108,00	129,60	162,00
IV	1	255	1 147,50	57,38	114,75	137,70	172,13
	2	270	1 215,00	60,75	121,50	145,80	182,25
	3	285	1 282,50	64,13	128,25	153,90	192,38
V	1	305	1 372,50	68,63	137,25	164,70	205,88
	2	335	1 507,50	75,38	150,75	180,90	226,13
	3	365	1 642,50	82,13	164,25	197,10	246,38
		395	1 777,50	88,88	177,75	213,30	266,63

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RMH	5 % APRÈS 3 ANS	10 % APRÈS 6 ANS	12 % APRÈS 12 ANS	15 % APRÈS 15 ANS
III	1	215	1 035,23	51,76	103,52	124,23	155,28
	3	240	1 155,60	57,78	115,56	138,67	173,34
IV	1	255	1 227,83	61,39	122,78	147,34	184,17
	3	285	1 372,28	68,61	137,23	164,67	205,84
V	1	305	1 468,58	73,43	146,86	176,23	220,29
	2	335	1 613,03	80,65	161,30	193,56	241,95
	3	365	1 757,48	87,87	175,75	210,90	263,62
		395	1 901,93	95,10	190,19	228,23	285,29